

"Les troupes de l'Union soviétique et de ses alliés orthodoxes ont occupé la totalité du territoire tchécoslovaque" dans Le Monde (22 août 1968)

Légende: Le 22 août 1968, le quotidien français Le Monde analyse les réactions occidentales au sujet de l'intervention militaire de cinq États membres du Pacte de Varsovie, dont l'Union soviétique, en Tchécoslovaquie dans la nuit du 21 au 22 août 1968.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 22.08.1968, n° 7 342; 25e année. Paris: Le Monde. "Les troupes de l'Union soviétique et de ses alliés orthodoxes ont occupé la totalité du territoire tchécoslovaque", p. 1.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_troupes_de_l_union_sovietique_et_de_ses_allies_orthodoxes_ont_occupe_la_totalite_du_territoire_tchecoslovaque_dans_le_monde_22_aout_1968-fr-e17dfa57-f8e1-48d9-9e6a-fd40e48cb7cb.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Au cours de la nuit de mardi à mercredi

Les troupes de l'Union soviétique et de ses alliés orthodoxes ont occupé la totalité du territoire tchécoslovaque

Le parti communiste français exprime sa réprobation.

Le général de Gaulle dénonce la « politique des blocs » de Moscou

Les troupes soviétiques et celles des quatre autres gouvernements signataires de la lettre de Varsovie ont occupé cette nuit le territoire tchécoslovaque. Il n'y a pas eu jusqu'à présent de combats, mais un certain nombre d'incidents, notamment à Prague, en dépit des appels au calme des autorités, et les soldats russes ont tiré en plusieurs endroits. Des chars ont été incendiés et des barricades dressées.

L'agence tchèque C.T.K. parle de cinq morts au moins et de vingt-cinq blessés. Mais Radio-Gottwaldova, seul poste émetteur dont les Soviétiques apparemment n'ont pas encore pris le contrôle, affirme qu'une vingtaine d'écoliers slovaques ont été tués par des soldats russes, sur lesquels ils auraient jeté des pierres.

De Vienne, on annonce que le ministère tchécoslovaque des affaires étrangères a adressé des notes officielles de protestation aux ambassadeurs des cinq pays qui ont pris part à l'intervention. De New-York, la délégation de la Tchécoslovaquie à l'O.N.U. a publié cette protestation.

Les Soviétiques ont occupé plusieurs bâtiments publics, notamment le ministère de la défense, Radio-Prague et les bureaux du journal du parti « Rude Pravo », dont ils ont emmené les rédacteurs. Aux passants qui les interrogeaient sur les raisons de leur présence, les jeunes soldats russes répondaient qu'ils étaient venus libérer le pays des Allemands, comme en 1945.

Le plénum du comité central a été convoqué pour m e r c r e d i soir. Il semble que M. Dubcek et plusieurs de ses collègues n'assisteront pas à cette réunion. Le bâtiment où il conférait avec eux depuis le matin est en effet cerné par les troupes soviétiques, et ils sont pratiquement gardés à vue. On avait appris auparavant que celui-ci aurait reçu une délégation du P a r l e m e n t conduite par M. Fierlinger qui joua un grand rôle dans la préparation du coup de Prague en 1948. M. Cisar, l'un des principaux leaders de la « révolution tranquille », a été arrêté. Quant au président Svoboda, il est virtuellement prisonnier dans sa résidence du Hradcany.

Le présidium du Parlement tchécoslovaque siège actuellement et « fait tout son possible pour entrer en contact avec le président de la République et la présidence du conseil », annonçait un communiqué diffusé par l'agence C.T.K. en début d'après-midi.

De leur côté, onze ministres qui ont pu se réunir mercredi ont publié une déclaration s'élevant contre « l'occupation de la Tchécoslovaquie ».

Enfin, le présidium du comité central du parti communiste slovaque (dont le premier secrétaire, M. Bilak, n'est pas à ranger parmi les plus libéraux) a publié une déclaration d'allégeance à l'équipe Dubcek.

En début d'après-midi, Radio-Moscou a diffusé un « appel à l'aide » émanant d'un « groupe de personnalités tchécoslovaques » qui aurait motivé l'intervention, mais ne mentionnant aucun nom. Le gouvernement soviétique, qui avait fait publier dans la nuit par l'agence Tass une déclaration d'ailleurs fort vague pour justifier cette intervention, a fait remettre par ses ambassadeurs à Washington, Londres et Paris des messages verbaux au président Johnson, à M. Wilson et au général de Gaulle pour les informer de la situation. Le président de la République a demandé à M.M. Couve de Murville et Debré de venir le voir à Colombey. Au début de l'après-midi, il a fait publier une déclaration déplorant que l'U.R.S.S. ne se soit pas « dégagée de la politique des blocs » et déplorant des événements qui, « outre qu'ils constituent une atteinte aux droits et au destin d'une nation amie », sont de nature à contrarier la détente en cours.

Le parti communiste français a exprimé sa surprise et sa réprobation tandis que la C.G.T. affirmait que les

travailleurs ne pouvaient que désapprouver cette intervention. Le P.S.U., la Convention des institutions républicaines, l'Union des groupes et clubs socialistes, l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche, la Ligue des droits de l'homme et de nombreuses personnalités du centre, ainsi que la C.F.D.T. et Force ouvrière, ont réagi avec non moins de vigueur. A Rome enfin, le bureau politique du parti communiste italien a déclaré « injustifiée l'intervention militaire en Tchécoslovaquie » et a réaffirmé sa solidarité avec le gouvernement de Prague.

L'émotion est vive dans le monde. Les gouvernements anglais et allemand ont condamné l'intervention soviétique. Le maréchal Tito et M. Ceausescu ont exprimé leur désapprobation.